

ABONNEMENT

Un an..... 48 fr.
Six mois..... 9 »
Trois mois..... 4 50

L'ÉCHO SAUMUROIS

INSERTIONS

Annonces, la ligne... » 20
Réclames, — .. » 30
Faits divers, — .. » 75

Journal Politique, Littéraire, d'Intérêt local, d'Annonces Judiciaires et d'Avis Divers
PARAISANT TOUS LES JOURS, LE DIMANCHE EXCEPTÉ

L'Agence Havas, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, et 8, place de la Bourse, est seule chargée à Paris de recevoir les annonces pour le journal.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire.
Un trimestre commencé sera dû.

BUREAUX: 4. PLACE DU MARCHÉ-NOIR, SAUMUR

Les abonnements et les insertions doivent être payés d'avance.

SAUMUR, 14 JANVIER

Un Dégouté

M. Chautemps, député du 3^e arrondissement de Paris, vient de se séparer de son comité radical. Voici la lettre par laquelle M. Chautemps fait connaître les causes de sa détermination :

Paris, le 9 janvier.

À MM. les membres du comité républicain radical démocratique du 3^e arrondissement

Chers concitoyens,

Le comité, dans sa séance de décembre, a refusé de me laisser d'abord rendre compte de mon mandat devant les douze cents signataires de mon affiche électorale.

En outre des considérations de pure déférence qui justifiaient cette façon de procéder, l'ordre du jour de confiance que j'étais en droit d'espérer de mes vrais électeurs, qui n'ont jamais été les collectivistes révolutionnaires, eût été ma sauvegarde contre les surprises d'une réunion publique; vous m'avez interdit cette précaution, que, cependant, tout esprit impartial jugera légitime.

Vous avez tenu à délibérer au scrutin secret, ce qui prouve bien, en dépit des protestations d'intérêt qui m'ont été prodiguées, que ceux qui vous ont poussés à cette détermination ont voulu émettre contre moi un vote d'hostilité.

J'ai lieu de m'étonner que vous m'avez refusé, par 49 voix contre 23, en mon absence et au scrutin secret, ce qu'à votre séance précédente, en ma présence et au scrutin public, vous m'aviez accordé à l'unanimité moins 4 voix.

Cette contradiction des deux scrutins est offensante pour mon caractère. Depuis onze ans que je représente l'arrondissement, est-il un seul de mes adversaires à qui, pouvant le lui rendre, j'aie refusé un service?

Le vote inacceptable que vous venez d'émettre fait suite à une série d'incidents pénibles; mes amis personnels étaient devenus des suspects; moi-même, aux séances de la commission exécutive, j'étais traité comme un accusé, et j'avais dû prendre le parti de n'y plus assister.

Une telle situation ne peut convenir à un homme qui a le souci de son indépendance et de sa dignité, qui a d'ailleurs le sentiment d'être resté fidèle à son mandat et d'avoir accompli tout son devoir.

Si je me place à un point de vue moins personnel, je constate que ces incidents ne sont que le symptôme d'un désaccord plus profond. L'esprit politique du comité n'est plus le même, et je n'ai point changé ni ne veux changer. La situation actuelle du comité me rappelle ce qu'était le groupe de l'Autonomie communale en 1888; des éléments inconciliables y étaient réunis, qui nécessiteraient une séparation. Ma candidature à la présidence du Conseil municipal fut combattue avec acharnement par la fraction dont se recommandaient certainement les honorables membres du comité qui me combattent aujourd'hui. Je suis et je veux demeurer fidèle à mon passé.

La politique excessive vers laquelle on me pousse n'a jamais été la mienne; je la considère comme contraire au véritable tempérament de l'arrondissement et comme devant être fatale à la République.

C'est pourquoi je vous adresse ma démission de membre du comité républicain radical démocratique du 3^e arrondissement.

Ce n'est pas sans une réelle émotion que je me sépare de vous après tant d'années de luttes communes et après les témoignages tant de fois répétés que vous m'avez donnés de votre estime et de votre confiance.

Je me retire en laissant la responsabilité de ce qui arrive aux hommes, d'une bonne foi indiscutable, mais d'un esprit politique différent, qui sont entrés récemment parmi nous, et, en vous priant d'agréer, mes chers concitoyens, l'assurance de mon dévouement sans bornes à la République et à la cause des réformes démocratiques et sociales.

CHAUTEMPS,
Député de la Seine.

Vocabulaire Parlementaire

À l'usage de MM. les radicaux socialistes

Contre le gouvernement, — les titres des articles compris : *l'immonde, ordure, leur plan, dans la boue, aux portes du baigne, poignée de coquins, la Chambre ignoble, le pilori, Gérault-Richard livré aux chiens, gouvernement de fous et majorité de larbins, à plat ventre, Dupuy l'hypocrite, etc.*, etc.

Contre leurs adversaires : *escrocs, filous, voleurs, tirelaine, escarpes, sale denrée, gadoques, pot-de-viniers, rossards, tripoteurs, mercenaires, trafiquants, valets, croupiers, misérables, intrigants, délateurs, félons, politiciennes, flibustiers, sultimbanques, magots, bousiers, cuistres, salopieus, souteneurs, friponille, clique, gommeux morphinés, vendeurs de chair humaine, charcutiers, vidangeurs, truands, vampires, trimardiens, argousins, pick-pockets, bonneteurs, Cartouches, coupe-jarrets, escamoteurs, gibiers de potence, harpies, grincheurs, goupineurs, maltôtiers, sangsues, pégrions, fricfracquiens, rossignoleurs, besaciers, galefretiers, pennailleurs, écornifleurs, pipeurs de dés, forçats, outlaws, banqueroutiers, bonnets verts, bourreaux, bouchers, écorcheurs, équarisseurs, galeux, estourbisseurs, chourineurs, lépreux, etc.*, etc.

Et on dit que la langue française est pauvre en épithètes pittoresques!!!

Chambre des Députés

Séance du samedi 12 janvier

Les socialistes avaient annoncé que, si on ne rendait pas M. Gérault-Richard à la liberté, ils empêcheraient toute discussion sérieuse à la Chambre.

Ces messieurs ont tenu parole: ils commencent le boucan par

L'incident Rouanet

M. Rouanet, sur le chapitre 45 (prix de décorations et médailles), demande une réduction de crédit de 4,000 fr.; son amendement est la conséquence de la motion qu'il avait déposée à une précédente séance.

Il eût été sain, réconfortant que la Chambre dit que, si par suite de certaines lacunes existant dans le code pénal, il en est qui ont pu jouir des millions qu'ils ont acquis par des moyens frauduleux, leur place n'était pas à la Légion d'honneur.

Le gouvernement n'a pas voulu s'associer à cette pensée; le garde des sceaux s'est efforcé de légitimer les abus scandaleux sur lesquels tout le monde était d'accord, la Chambre a suivi le garde des sceaux.

Après une pareille décision, au lendemain de nouveaux votes de même nature, l'orateur ne maintient pas son amendement, la Chambre n'étant pas en état de faire une manifestation de probité politique.

M. le président invite l'orateur à s'expliquer ou, s'il ne retire pas ses paroles, le président sera obligé d'appliquer le règlement.

M. Rouanet dit qu'il a affirmé qu'il y a eu des votes dont le mobile a été dicté par des considérations d'ordre politique qu'exploitaient des intérêts personnels que chacun connaît.

M. le président. — Retirez-vous ce que vous avez dit, lorsque vous avez déclaré que la Chambre n'était pas en état de faire une manifestation de probité politique?

M. Rouanet. — Puisque je ne puis donner l'explication de mes paroles et qu'on me met dans l'alternative de dire si oui ou non je retire les paroles que j'ai prononcées, je dis, non, je ne les retire pas.

M. le président. — Puisque vous refusez de retirer une parole offensante pour la Chambre je dois donner lecture de l'article 125 du règlement concernant la censure.

M. Millerand demande à la Chambre de réfléchir, si elle est en état de faire acte de probité politique.

M. le président. — Vous avez la parole pour essayer de justifier votre collègue Rouanet et non pas pour adresser de nouvelles injures à la Chambre.

M. Millerand soutient qu'il a le droit de dire que la passion, en ce moment, ne permet pas à la Chambre de se prononcer.

La Chambre connaît l'article qui a paru dans un journal qui disait à chaque député: ou tu voteras, ou le juge d'instruction l'enverra à Majesté.

Quand la Chambre aura fait sortir de cette enceinte les hommes qui sont l'objet des recherches des juges d'instruction, la Chambre pourra expulser M. Rouanet; jusque-là, si elle l'expulse, l'opinion publique sera avec M. Rouanet.

M. le président. — La Chambre ne connaît pas les injures qui peuvent être adressées en dehors de cette enceinte, mais ce qui se joue ici tombe sous le pouvoir disciplinaire du président.

Le Président donne lecture de l'article 125 du règlement et consulte la Chambre.

La censure avec exclusion temporaire est prononcée.

M. Rouanet quitte la salle des séances.

**

Sous forme de disposition additionnelle, M. Guesde et Chauvin demandent qu'à l'avenir la décoration de la Légion d'honneur soit exclusivement réservée à la récompense des actes de bravoure et de dévouement accomplis en présence de l'ennemi.

Après quelques observations de MM. Chauvin et Marcel Habert, l'amendement est mis aux voix et repoussé par 359 voix contre 427.

Sous la même forme de disposition additionnelle, M. de Montfort propose de ne pas restreindre la Légion d'honneur aux seuls mili-

naires, mais de l'accorder aussi aux civils, à la condition toutefois que les nominations pour « services exceptionnels » ne puissent être faites qu'après avis du Conseil de l'ordre et le détail de ces mêmes services dans le décret de nomination.

Cette disposition est adoptée.

Après ce vote, la séance est renvoyée à lundi 2 heures.

INFORMATIONS

Les grandes valeurs françaises en 1894

La statistique des 127 grandes valeurs françaises calculées d'après les cours de clôture du 31 décembre 1894, porte sur un capital réel de 57,208,702,000 francs.

Pour l'année 1894 entière, la valeur des Rentes françaises a augmenté de 749 millions, celle des obligations de la Ville de Paris de 70 millions, celle des Obligations Communales Foncières et Hypothécaires de 140 millions, celle des obligations de Chemins de fer français de 446 millions: soit au total 1,375 millions de francs. Mais la valeur des quatre groupes de titres a diminué de 415 millions, dont 308 millions s'appliquent aux actions des onze principales Compagnies de chemin de fer françaises.

Le résultat final de l'année entière (30 décembre 1893 au 31 décembre 1894) se traduit donc par une majoration nette de 960 millions 679,000 francs.

Le corps de Madagascar

Voici dans quelles conditions seront formées les unités appelées à faire partie du corps de Madagascar.

Toutes les compagnies seront composées exclusivement de volontaires.

Tous les hommes devront réunir les meilleures conditions de bonne conduite, de vigueur et d'aptitude à faire campagne.

Les jeunes soldats de la classe 1893 et les engagés de moins de vingt et un ans ne seront pas admis.

Dans chaque compagnie désignée pour concourir à la formation du 200^e régiment, le troisième lieutenant sera choisi ainsi qu'il suit: dans les sept autres régiments du corps d'armée, chaque colonel tirera au sort un seul nom parmi les lieutenants ou sous-lieutenants ayant demandé à prendre part à l'expédition.

Il transmettra ce nom au général commandant le corps d'armée, qui tirera au sort, le 17 janvier, parmi les sept noms transmis.

Le résultat de ce tirage sera aussitôt adressé au ministre.

Le ministre désignera, d'après les mêmes principes, les officiers des trois états-majors des bataillons et de l'état-major du régiment.

Les Postes

Par arrêté du directeur des Postes, les dimanches et jours fériés, la dernière limite d'heure pour la mise en distribution des objets de correspondance à distribuer par exprès est fixée à quatre heures du soir.

La neuvaine de Sainte-Geneviève à Paris

M^{gr} Richard, archevêque de Paris, a présidé à la clôture de la neuvaine de Sainte-Geneviève, en l'église Saint-Etienne-du-Mont. Le P. Maignon a prononcé le panégyrique de la Vierge de Nanterre. Le pèlerinage de cette an-

